



Conseil économique et social

Distr. générale
17 décembre 2024
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-neuvième session

New York, 10-21 mars 2025

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »**

Guide de discussion pour le déroulement des tables rondes ministérielles organisées à l'occasion de l'examen et de l'évaluation après 30 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

Note du Secrétariat

I. Introduction

1. Dans sa résolution [2022/4](#) relative à l'organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission de la condition de la femme, le Conseil économique et social a décidé que la session de la Commission comporterait un débat ministériel visant à réaffirmer et à renforcer l'engagement politique en faveur de la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que de leurs droits humains, à assurer une mobilisation de haut niveau et à donner un plus grand retentissement aux délibérations de la Commission, et que ce débat s'articulerait autour de tables rondes ministérielles ou d'autres dialogues interactifs de haut niveau.

2. Conformément à la résolution [2022/5](#) du Conseil économique et social, la Commission entreprendra, à sa soixante-neuvième session, un examen et une évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en se penchant notamment sur les obstacles qui entravent la mise en œuvre du Programme d'action et la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, ainsi que la pleine jouissance de leurs droits humains, de manière à faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en adoptant une démarche soucieuse de l'égalité des genres. Dans le

* [E/CN.6/2025/1](#).



cadre de l'examen et de l'évaluation, la Commission organisera des tables rondes ministérielles afin de donner aux ministres l'occasion d'engager des dialogues interactifs visant à échanger des données d'expérience, des enseignements et des bonnes pratiques et d'examiner les grandes stratégies et priorités qui orienteront l'action menée pour remédier aux carences et aux difficultés recensées.

II. Questions d'organisation

A. Thème de l'examen et de l'évaluation

3. Dans le cadre de l'examen et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui visent notamment à évaluer les obstacles qui entravent la mise en œuvre du Programme d'action et la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, ainsi que la pleine jouissance de leurs droits humains, de manière à faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en adoptant une démarche soucieuse de l'égalité des genres, la Commission organisera deux tables rondes ministérielles sur le thème « Renouveler l'engagement de mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing, mobiliser les ressources à cet effet et accélérer cette mise en œuvre, en vue également de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable ».

4. Les participantes et participants aux tables rondes ministérielles examineront les obstacles recensés et la voie à suivre en ce qui concerne le thème choisi. Les ministres seront encouragés à mettre l'accent sur les politiques qui se sont révélées efficaces, ainsi que sur les difficultés rencontrées et les enseignements tirés dans le cadre de leur mise en œuvre, et à recenser les dispositions et les mesures nécessaires et prévues pour que les stratégies nationales contribuent véritablement à la réalisation de l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles et leur permettent d'exercer pleinement leurs droits humains, grâce à la mise en œuvre intégrale, effective et accélérée de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à l'application, compte tenu des questions de genre, du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

B. Participant(e)s

5. Les tables rondes donneront aux ministres l'occasion de dialoguer et de débattre. Elles seront ouvertes à tous les États Membres et aux observateurs et observatrices.

6. Les ministres sont invités à indiquer à l'avance, de préférence le 21 février 2025 au plus tard, la table ronde à laquelle ils souhaitent participer. Il est prévu que chaque délégation ne s'exprime qu'à une seule table ronde. Les présidentes et présidents des tables rondes conduiront les débats avec l'appui d'un animateur ou d'une animatrice, l'idée étant de favoriser les échanges. Ils disposeront d'une liste des ministres inscrits, mais aucune liste d'orateurs et d'oratrices ne sera établie au préalable.

7. Chaque table ronde débutera par un dialogue sur les principales questions associées au thème abordé, qui sera conduit par un animateur ou une animatrice et auquel participeront jusqu'à cinq ministres. À l'issue de ce dialogue, les ministres seront invités à échanger des vues, des enseignements et des bonnes pratiques et à examiner les grandes stratégies et priorités qui orienteront l'action menée pour remédier aux carences et aux difficultés recensées. Les déclarations seront faites uniquement par les ministres physiquement présents dans la salle au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Les interventions ne devront pas durer plus de trois

minutes et le dialogue sera privilégié. En fonction du temps disponible, les ministres pourront intervenir à plusieurs reprises. Les déclarations écrites sont fortement déconseillées. Afin d'assurer la gestion du temps, les micros seront coupés automatiquement lorsque le temps imparti sera écoulé.

C. Horaires et salles de réunion

8. Les tables rondes se tiendront au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le mardi 11 mars et le mercredi 12 mars 2025, de 10 heures à 13 heures, dans la salle de conférence 4.

D. Conclusions

9. Les conclusions des tables rondes ministérielles feront l'objet d'un résumé établi par les personnes ayant assuré la présidence, en consultation avec les groupes régionaux, par l'intermédiaire des membres du Bureau.

II. Éléments à examiner dans le cadre des tables rondes ministérielles

A. Contexte

10. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing restent l'ensemble de mesures le plus complet et le plus visionnaire pour parvenir à l'égalité des genres et assurer l'autonomisation des femmes et des filles et la pleine réalisation de leurs droits humains, et celui qui bénéficie de l'adhésion la plus large à l'échelle mondiale. En 1995, 189 gouvernements ont adopté à l'unanimité ce cadre d'action aussi novateur qu'ambitieux. En avance sur son temps, le Programme d'action aborde des questions dont beaucoup restent d'actualité. Trente ans après son adoption, il demeure un exemple sans précédent de consensus sur les mesures à prendre pour promouvoir l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et des filles et la réalisation de leurs droits humains. Axé sur un changement systémique, il présente également des solutions pour remédier aux goulets d'étranglement et accélérer l'accomplissement de progrès indispensables sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable, à l'heure où commence le compte à rebours vers 2030.

11. Au cours des cinq dernières années, les États ont continué de prendre des mesures pour promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles. Comme le montre le rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale ([E/CN.6/2025/3](#)), des progrès et de nouvelles orientations se sont fait jour dans tous les domaines critiques, qu'il s'agisse de la promotion de systèmes de soins intégrés tenant compte des droits et des besoins des aidants non rémunérés et des prestataires de soins rémunérés, de l'adoption de mesures de protection sociale tenant compte des questions de genre en vue de réduire la pauvreté chez les femmes, de la lutte contre les différentes formes de violence, notamment la violence fondée sur le genre produite ou amplifiée par la technologie, de l'intégration des questions de genre dans la gestion des finances publiques, de l'élaboration de plans de réponse humanitaire établissant un lien entre autonomisation des femmes et des filles et santé et sécurité, ou de la promotion du leadership des femmes dans les domaines de la gouvernance environnementale et du renforcement de la résilience. Ces mesures sont le signe d'une volonté croissante de promouvoir des sociétés

pacifiques et inclusives et une action climatique équitable et illustrent les progrès accomplis dans l'exécution des engagements pris à l'échelle mondiale.

12. En dépit des efforts susmentionnés, les progrès ont été limités en ce qui concerne l'égalité des genres, une stagnation ayant été observée dans la plupart des domaines, de sorte que la réalisation du Programme 2030 et l'ambition incarnée par le Programme d'action sont aujourd'hui hors de portée. Si le nombre de filles scolarisées a augmenté, ces niveaux d'éducation plus élevés n'ont pas donné lieu à une plus grande égalité sur le marché du travail. L'écart entre les genres en ce qui concerne le taux d'activité, qui s'établit actuellement à 63 % pour les femmes et à 92 % pour les hommes, stagne depuis 20 ans. Environ 9,8 % des femmes et des filles vivent dans l'extrême pauvreté. Bien que ce taux se soit légèrement amélioré depuis la pandémie, au rythme actuel, il faudra encore 137 ans pour mettre fin à l'extrême pauvreté chez les femmes et les filles. Bien que la mortalité maternelle ait diminué à l'échelle mondiale, elle reste alarmante dans les pays touchés par un conflit, où 500 décès évitables sont recensés chaque jour. La représentation parlementaire des femmes a doublé depuis 1995, pour atteindre 27 %, mais au rythme actuel, la parité ne sera pas atteinte avant 2063. Dans de nombreux domaines touchant au développement, la lenteur des progrès continue d'avoir des répercussions disproportionnées sur les groupes de femmes et de filles marginalisées.

13. L'absence de progrès s'explique en partie par les forts vents contraires auxquels les gouvernements ont dû faire face au cours des cinq dernières années. Dans le cadre de leurs examens nationaux, les États ont indiqué que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la crise climatique, les crises alimentaire et énergétique et le rejet croissant de l'égalité des genres figuraient parmi les facteurs qui avaient ralenti la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing ces cinq dernières années. En outre, les carences de plus en plus importantes en matière de respect du principe de responsabilité, l'affaiblissement des institutions et l'insuffisance des investissements dans l'égalité des genres, illustrée notamment par le sous-financement des mécanismes nationaux de promotion des femmes, freinent encore les avancées. Dans le même temps, des changements démographiques et technologiques rapides créent de nouveaux obstacles et de nouvelles possibilités sur la voie de l'égalité des genres. Ce contexte difficile et changeant montre qu'il est urgent de réaffirmer l'engagement en faveur de la vision transformatrice dont est porteur le Programme d'action, en catalysant les investissements dans des solutions allant dans le sens de l'égalité des genres afin d'améliorer la vie des femmes et des filles de manière tangible et de renforcer l'application du principe de responsabilité en ce qui concerne le respect, la protection et la réalisation des droits humains de toutes les femmes et de toutes les filles.

14. Au cours des tables rondes, les ministres seront invités à examiner les moyens de renouveler l'engagement en faveur de la mise en œuvre intégrale et accélérée du Programme d'action, notamment dans le contexte du Programme 2030, ainsi que les mesures permettant de financer cette mise en œuvre et d'assurer le respect du principe de responsabilité à cet égard. Ils seront également encouragés à mettre l'accent sur les mesures de transformation nécessaires pour éliminer les goulets d'étranglement, ainsi que sur les attributions des différentes parties prenantes dans le cadre de l'accélération des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des genres et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles. Ils seront invités en outre à utiliser le guide de discussion ci-après et à consulter le rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (E/CN.6/2025/3).

B. Guide de discussion

15. Le Programme d'action prévoit trois composantes pour promouvoir les progrès dans le domaine critique ayant trait aux institutions tenant compte des questions de genre : la création ou le renforcement de mécanismes nationaux et d'autres organes gouvernementaux ; l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans l'élaboration des dispositions législatives, des politiques, des programmes et des projets ; la production et la diffusion de données sur le genre aux fins de planification et d'évaluation. Les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des genres, qui comptent parmi les principaux moteurs des avancées politiques dans des domaines critiques tels que la lutte contre la violence à l'égard des femmes, permettent également de promouvoir les quotas de genre et l'accès des femmes à la prise de décisions. Ils sont un outil important pour renforcer la démocratie et assurer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi coordonnés des politiques d'égalité des genres dans tous les secteurs et à tous les niveaux de l'administration. Toutefois, malgré leur rôle essentiel, ils ne sont toujours pas dotés de l'autorité, des capacités et des ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mandat.

16. Pour accomplir des progrès à grande échelle et assurer le respect du principe de responsabilité, il importe d'adopter une approche mobilisant l'ensemble de la société qui permette aux femmes et aux filles de participer de façon effective aux trois branches du gouvernement (exécutif, législatif et judiciaire) et à tous les échelons (national et infranational), ainsi qu'aux travaux menés par la société civile. Les institutions nationales des droits humains jouent un rôle de plus en plus important pour ce qui est de surveiller et de combattre les violations des droits des femmes. La protection de l'espace civique et la création d'un environnement favorable aux défenseuses des droits humains et à leurs organisations sont essentielles pour assurer de façon rigoureuse le suivi et le respect du principe de responsabilité. Lorsque les revendications des femmes et des filles ne sont pas prises en compte au niveau national, les mécanismes de protection des droits humains au niveau mondial, notamment ceux associés à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, peuvent jouer un rôle essentiel s'agissant d'obliger les États à rendre compte de la réalisation des droits humains des femmes. En outre, des statistiques genrées et des données ventilées par sexe disponibles en temps utile constituent des outils essentiels pour veiller à ce que l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques soient fondés sur des données probantes et assurer le respect du principe de responsabilité.

17. En dernière instance, les progrès en matière d'égalité des genres et de réalisation des droits des femmes et des filles dépendent de l'allocation de ressources suffisantes. Cela implique notamment de financer de façon adéquate les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des genres afin qu'ils puissent jouer un rôle moteur dans les initiatives mises en œuvre en la matière et assurer la prise en compte des questions de genre dans tous les domaines d'action. Il est également essentiel d'accroître les financements à long terme, les financements de base et les financements souples destinés aux organisations de défense des droits des femmes afin d'appuyer les travaux qu'elles mènent en matière de suivi et de respect du principe de responsabilité. Des changements structurels plus larges en ce qui concerne les stratégies nationales de mobilisation des ressources et l'architecture financière internationale s'imposent pour veiller à ce que les systèmes de protection sociale, les services publics et les infrastructures nécessaires à l'obtention de résultats à grande échelle bénéficient d'un financement suffisant. La budgétisation tenant compte des questions de genre, qui constitue l'un des volets de la prise en compte systématique du genre, est un outil essentiel pour assurer le contrôle des décisions d'allocation budgétaire et le respect du principe de responsabilité à cet égard. Malgré les progrès accomplis en matière de budgétisation tenant compte des questions de genre,

l'ampleur et l'incidence de l'intégration de l'égalité des genres dans la gestion des finances publiques restent limitées.

18. Les ministres sont invités à examiner les questions suivantes pour aider à orienter le dialogue :

a) Quelles mesures ont permis de renforcer les capacités des mécanismes institutionnels nationaux chargés de promouvoir l'égalité des genres et de leur donner les moyens de mener et de coordonner plus efficacement les politiques visant à assurer cette égalité ?

b) Quels sont les exemples de bonnes pratiques parmi les mesures prises par les gouvernements pour combler les déficits de financement au niveau national et accroître les ressources consacrées à la promotion de l'égalité des genres ?

c) Quelles mesures les gouvernements prennent-ils pour faire mieux respecter le principe de responsabilité en matière d'égalité des genres et assurer la participation effective de la société civile, en particulier des organisations de femmes et de jeunes, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques visant à promouvoir l'égalité des genres ?

d) Quelles politiques et stratégies se sont révélées efficaces pour permettre aux femmes de faire entendre leur voix, assurer une participation égale à la prise de décisions à tous les niveaux et donner les moyens aux jeunes femmes et aux filles de jouer un rôle moteur ?

e) Quelles autres mesures les gouvernements peuvent-ils prendre pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable ?
